

L'Iran, en changement permanent

Rohani a révolutionné le panorama régional et est parvenu à récupérer la capacité d'action pour son pays au détriment de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Turquie et d'Israël.

Luciano Zaccara

Les élections présidentielles iraniennes ont démontré non seulement qu'elles sont de la plus haute importance au niveau interne, pour leurs répercussions sur le système politique, mais aussi parce qu'elles peuvent contribuer à booster les relations internationales au Moyen Orient, qu'elles soient positives ou négatives. Le réformiste Mohammad Khatami avait mis sur pied en 1997 une initiative diplomatique d'ouverture avec « Le dialogue des civilisations » et son esprit négociateur sur le dossier nucléaire l'avait mené au processus de négociation, ultérieurement avorté, avec le groupe UE-3 entre 2003 et 2005. Les tensions dans les relations entre l'Iran et les six monarchies du Golfe persique ont considérablement diminué sous sa présidence. La visite du prince régent d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdelaziz, au cours du Sommet islamique de Téhéran de 1997, après 15 ans d'absence de relations diplomatiques, représentait donc un rapprochement qui enthousiasma la région et le monde entier. Cependant, l'arrivée de George W. Bush à la présidence des États-Unis en l'an 2000 et l'inclusion de l'Iran dans « l'axe du mal » lors de son allocution sur l'état de la nation 2002, et en pleine crise afghane, ont anéanti les espoirs de normalisation bilatérale et de stabilité régionale. L'administration américaine et les secteurs conservateurs iraniens ont donc ravivé le sentiment de méfiance entre les deux puissances et, bien qu'ils partageaient les mêmes intérêts et collaboraient tacitement au conflit en Afghanistan, l'Iran a continué de faire l'objet de sanctions unilatérales américaines dans le cadre de l'*Iran Sanction Act*.

L'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence iranienne en 2005, fut en partie une conséquence de cette « défaite » diplomatique du réformisme iranien. Les principaux appuis politiques et idéologiques du nouveau président soutenaient que les USA agiraient de manière hostile contre l'Iran indépendamment du parti politique de son président. Ils affirmaient que Bill Clinton et George W. Bush, avaient encouragé des sanctions contre l'Iran et promu le changement de régime depuis l'extérieur, et aucun d'entre eux n'avait abandonné le

discours belligérant, alors que Barack Obama allait le faire quelques années plus tard lors de son discours au Caire en 2009. La réponse de l'administration d'Ahmadinejad, alimentée par l'implacable discours idéologique du leader Ali Khamenei, entraîna la rupture du processus de négociation nucléaire avec la UE ; la reprise des activités de recherche atomique ; la récupération du discours anti-impérialiste (anti-américain) qui l'amena à s'allier avec des pays aussi éloignés du républicanisme islamique que le Venezuela, Cuba, le Nicaragua et la Bolivie ; et un discours polémique et inutile concernant l'Holocauste. Tout comme son prédécesseur Khatami, Ahmadinejad avait provoqué des convulsions au sein de la politique régionale et internationale, mais avec des objectifs et des conséquences diamétralement différents. Ses discours et ses positionnements ont attisé la tension dans le golfe, et les USA poussèrent le Conseil de sécurité à prendre en charge le dossier nucléaire iranien, faisant adopter cinq résolutions de sanctions contre l'Iran entre 2006 et 2010.

Paradoxalement, Ahmadinejad fut le premier président depuis la révolution qui établit directement des contacts avec son pair américain, en envoyant une lettre à Bush en 2006, brisant ainsi le tabou que représentait pour l'élite révolutionnaire mentionner un tant soit peu cette possibilité. C'est aussi lui qui fut le premier invité en tant qu'observateur à un sommet du Conseil de coopération du Golfe en 2007. Mais ces gestes symboliques n'ont pas servi à faire baisser la tension. La fin de la présidence d'Ahmadinejad coïncida avec la conviction générale au sein du pays que sa gestion extérieure avait énormément dégradé l'image de l'Iran et ses possibilités de réapparaître comme une puissance régionale dans un cadre hostile, entouré d'ennemis et avec de sérieux défis de la légitimité interne de la république et de la validité de la république islamique comme modèle à imiter, surtout après le *Mouvement vert* et le *Printemps arabe*. Ahmadinejad qui avait été salué pour sa position provocante face à Israël et les USA – non seulement en Iran mais aussi parmi les pays voisins et le tiers monde – est devenu

Luciano Zaccara, professeur associé invité à la Georgetown University School of Foreign Service du Qatar et directeur de l'OPEMAM, Observatoire politique et électoral du monde arabe et musulman.



Des jeunes iraniens attendent l'arrivée du ministre Zarif à l'aéroport de Mehrabad pour célébrer l'accord de Genève sur le programme nucléaire iranien. Téhéran, le 24 novembre 2013. / AP PHOTO/ISNA, HEMMAT KHAHI

rapidement le bouc émissaire de l'isolement iranien et des dures sanctions économiques.

Quel changement ?

L'arrivée de Hassan Rohani au pouvoir en juin 2013 a représenté à cet égard, un baume guérisseur pour l'Iran. Malgré une victoire de justesse (50,7 % selon le ministère de l'Intérieur), Rohani sut contenter à la fois les réformistes, les pragmatiques et les conservateurs grâce à ses premiers discours et à la composition de son cabinet en incluant des représentants de toutes les factions politiques. Lors de sa première conférence de presse, il a clairement défini sa vocation réformiste bien que progressiste, son engagement en faveur des valeurs révolutionnaires ainsi les objectifs extérieurs de l'Iran. À l'extérieur, on a accueilli aussi avec satisfaction la nouvelle donne de Téhéran, et le message de félicitations de la Maison Blanche qui est arrivé juste un jour après l'annonce du résultat, permettait d'augurer un certain rapprochement entre les deux présidents. L'UE et les États voisins se réjouissent aussi du résultat et incitèrent Rohani à entreprendre le chemin des réformes.

Mais peu d'analystes pouvaient prévoir, au bout de quelques semaines du gouvernement de Rohani, qu'il se produirait un changement aussi radical dans les relations iraniennes avec la communauté internationale et avec les USA en particulier. Il s'avérait tout simplement impossible de répondre à de telles attentes.

Durant la dernière année de présidence d'Ahmadi-nejad des désaccords surgirent au sein de la propre élite iranienne au sujet du conflit syrien. Tandis que Khamenei se montrait ferme concernant son soutien direct vis-à-vis du régime de Bachar al Assad, d'autres secteurs proches de la présidence envisageaient un avenir syrien « sans » Bachar où la population pourrait librement élire ses gouvernants. Le manque d'unité interne affaiblissait une position iranienne déjà affectée par la faible incidence constatée sur les processus politiques de l'Égypte et du Bahreïn après le début du *Printemps arabe*. Cependant, en révisant les premières déclarations de Rohani, il est difficile de rencontrer des positions autres que celles qui prédominaient concernant la Syrie. En outre, la position de Rohani sur le litige nucléaire, depuis la campagne électorale jusqu'à ses premières déclarations comme président, n'indiquait pas clairement

la signification de la promesse de « transparence » sur le nucléaire. Bien au contraire, il n'y avait aucun doute quant à l'engagement du nouveau président à poursuivre son programme, ce qui fut soutenu par le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif et le vice-ministre, Abbas Araghchi au cours des négociations en assurant que la « ligne rouge » iranienne était le processus d'enrichissement.

Quel est donc le changement qui a pu permettre un rapide rapprochement entre l'Iran et les USA ? Fondamentalement, la nécessité par les deux pays de résoudre une situation bilatérale bloquée depuis plus de 30 ans et un différend nucléaire qui était un sujet de préoccupation majeur de Téhéran tout comme celui de Washington, en plus de l'impératif d'éviter l'internationalisation et la perte de contrôle du conflit syrien. L'acceptation soudaine de la part du secrétaire d'État, John Kerry, de trouver une solution négociée au problème des armes chimiques d'Al Assad fit baisser la pression sur l'Iran qui voyait pour la première fois, non seulement un changement de discours mais aussi un changement concret de l'attitude des USA vis-à-vis de ses alliés dans la région. Ce changement a amené à Khamenei à accepter, avec réserves, d'entamer un dialogue direct entre les deux présidents.

La grande attente créée par la présence de Rohani à l'Assemblée générale des Nations unies à New York et par son entretien avec Christine Amanpour, journaliste pour CNN, laissaient prévoir une poignée de mains qui n'a finalement pas eu lieu. Car ce contact direct aurait été mal interprété par les factions les plus extrémistes à Téhéran et l'option convenue dans les couloirs des Nations unies avait donc été préférée : Obama devait prendre l'initiative d'appeler Rohani, fait qui serait rapporté dans la presse des deux pays. Ainsi, Rohani évitait d'être critiqué par l'opposition conservatrice de son pays et revenait victorieux aux yeux de ses partisans. Ce geste accéléra le rapprochement et Kerry annonçait qu'en « six mois » un accord ferme pourrait être conclu sur la question nucléaire.

Moins de deux mois se sont écoulés depuis le coup de fil du 27 septembre d'Obama à Rohani, jusqu'à la photo de l'accord de Genève du 24 novembre, établissant un cadre pour la suspension temporaire et partielle des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée partielle et réversible des sanctions internationales.

Suite à l'accord, bien que les interprétations de Téhéran et de Washington différaient quant à la reconnaissance explicite du droit de l'Iran à enrichir l'uranium, il est incontestable que le panorama a radicalement changé au Moyen Orient et surtout au niveau relations Iran-USA. Il reste bien entendu de nombreux obstacles à surmonter, mais la volonté des deux gouvernements semble ferme et convaincante. Le ministre des Affaires étrangères iranien, Zarif, a été reçu comme un héros national à son retour à Téhéran, ce qui prouve que la perception

interne est celle d'une victoire diplomatique qui aiderait à récupérer l'économie iranienne et son image à l'extérieur. De son côté, les USA évitent d'être traités comme un pays qui entreprend des guerres interminables et dont la priorité régionale consiste uniquement à défendre à la lettre, les intérêts d'Israël et ses propres intérêts économiques et stratégiques. De fait, les principales critiques de l'accord proviennent des alliés traditionnels des USA – Israël et l'Arabie saoudite –, ce qui a aidé à transcender la méfiance de l'élite iranienne quant au changement d'attitude de Washington.

Il reste encore beaucoup d'aspects techniques à résoudre comme la vérification de la suspension réelle du processus d'enrichissement dans les installations nucléaires iraniennes, y compris l'appauvrissement du *stock* d'uranium enrichi à 20 %. Mais ce ne sont pas là les obstacles les plus préoccupants sinon les politiques internes et étrangères. Tandis qu'Obama et Kerry doivent convaincre le Congrès américain d'alléger les sanctions unilatérales existant depuis 1979 et 1996, Rohani et Zarif doivent de leur côté convaincre le leader et les autres opposants politiques de négocier avec les USA les bénéfices de l'accord. Les deux interlocuteurs ont présenté le traité à l'opinion publique comme une victoire diplomatique garantissant la stabilité et la sécurité dans la région. Mais il est certain que le rôle de l'administration américaine est le plus compliqué. Obama s'est hâté de rassurer Israël en disant que « le Moyen Orient sera plus en sécurité maintenant » et que l'intégrité d'Israël serait garantie. Il devra en outre, travailler dur pour éviter que les États du CCG entreprennent une carrière nucléaire en réponse à la solution négociée iranienne. À cet égard, l'Arabie saoudite a été la première à reconnaître qu'elle envisageait d'acheter la technologie nucléaire au Pakistan.

La victoire de Hassan Rohani a donc révolutionné la politique iranienne mais aussi le panorama régional. Sur le plan interne, la crédibilité des processus électoraux comme mécanismes permettant d'élire ou de changer les chefs de gouvernement iraniens a pu être récupérée. Ce qui a aidé à reconstruire la légitimité populaire du régime républicain, sérieusement lésée après la répression du *Mouvement vert* de 2009. Sur le plan extérieur, Rohani s'est converti en interlocuteur valide et incontestable pour négocier le contentieux nucléaire et l'Iran a récupéré sa capacité d'action dans le domaine régional au détriment d'autres acteurs comme l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et Israël. Les effets négatifs du *Printemps arabe* sur l'image iranienne à l'extérieur ont été contrecarrés seulement en deux mois, sans un changement de discours radical, mais par un changement drastique d'attitude envers les USA. Bien que d'autres acteurs régionaux pensent que ce rapprochement est dangereux et qu'ils considèrent l'Iran comme une menace régionale, il est évident qu'une baisse de la tension dans la région ne peut que favoriser la solution négociée d'autres processus en marche sans que cela ne représente une nouvelle guerre interminable. ■